

Session Plénière du 18 Février 2021

Vœu présenté par le groupe Rassemblement National

POUR le retrait du Projet « HERCULE » NON au démantèlement d'EDF.

Aujourd'hui la commission européenne ordonne à la France de démanteler EDF en exigeant la séparation de ses activités de production (nucléaire) et de commercialisation, et en ouvrant à la concurrence la gestion des barrages hydrauliques français.

Le projet du gouvernement baptisé **Hercule** répond à cette injonction et prévoit une séparation entre le parc nucléaire existant d'EDF et une grande partie de ses activités liées aux énergies renouvelables, ainsi qu'une ouverture du capital de ces dernières.

D'un côté **EDF bleu**, détenu à 100% par l'État, regrouperait l'ensemble des activités nucléaires ainsi que le gestionnaire de réseau de transport d'électricité

De l'autre, « **EDF vert** » comprendrait les activités commerciales du groupe (la vente d'électricité au consommateur), le réseau de distribution Enedis et les énergies renouvelables. Elle serait contrôlée par l'Etat et ouverte aux capitaux privés, éventuellement en Bourse.

Une troisième partie « **EDF azur** » récupérerait les barrages hydroélectriques.

Ce projet visant à réorganiser EDF en trois entités est en l'état un démantèlement, en bonne et due forme, de notre producteur historique et fait peser sur la souveraineté énergétique française un risque inacceptable.

Actuellement, la complémentarité des sources de production d'électricité permet un mix énergétique qui assure aux Français une fourniture d'électricité parmi les moins chères d'Europe.

Avec ce projet, la partie la plus rentable (celle qui porterait la distribution et les renouvelables) serait privatisée, tandis que le fardeau des investissements dans le nucléaire reposerait sur le public : c'est la fameuse « *socialisation des pertes et privatisation des profits* » ! La séparation du parc nucléaire des autres activités du groupe remettrait à terme en question la péréquation tarifaire, le service public et les tarifs régulés et se traduirait par une hausse massive des prix de l'électricité pour les Français.

De plus, cette réforme mettrait avec leur mise en concurrence, en péril le caractère public de la gestion de nos barrages hydroélectriques qui sont le coussin d'amortissement du système électrique en cas de blackout.

Depuis 2017, le Gouvernement prétend venir au chevet de l'industrie française, mais les casses industrielles se multiplient, comme les chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire, Alstom ou les déboires d'Ascoval. Après la menace de privatisation d'Aéroports de Paris, aujourd'hui suspendue face à la crise et le soutien du Gouvernement dans le démantèlement de Suez par Veolia, c'est un nouveau coup dur qui menace un de nos fleurons.

Trop d'erreurs ont été commises au cours des dernières années, du fait de rapprochements industriels promettant monts et merveilles, imaginés dans les salons parisiens et bruxellois. Au final, c'est trop souvent l'emploi et les territoires qui se retrouvent inévitablement sacrifiés, avec des fermetures de sites et du chômage.

Un des enseignements de la crise sanitaire actuelle, c'est l'urgence à réduire notre dépendance industrielle et à renforcer notre autonomie sur les secteurs stratégiques quitte à relocaliser, **hors, sous la pression de la commission européenne on assiste aujourd'hui, dans un nouvel exercice de bricolage financier, à une nouvelle tentative de dépeçage par le gouvernement d'un fleuron industriel français !**

Par ces motifs :

Le conseil régional du Centre-Val de Loire réuni aujourd'hui 18 février 2021 en séance plénière soutient les salariés d'EDF et exige du gouvernement le retrait du très controversé projet Hercule qui menace purement et simplement le fleuron électrique français de démantèlement et porte atteinte à l'intérêt national en matière d'énergie.